

Quand une compagnie de forage doit quitter le Canada pour aller exercer son activité au Texas, elle achète ses camions au Michigan, et non en Ontario. Cela veut dire que les emplois qu'elle pourrait fournir sont perdus ici: ils s'en vont aux États-Unis, parce que nous chassons du pays les investissements canadiens.

Il y a évidemment toujours la crainte de voir le NPD prendre le pouvoir ici. Cela serait un véritable cauchemar. Ce serait la fin du pays, parce que le NPD aurait pour politique de nationaliser les 700 sociétés pétrolières du Canada. On voit d'ici ce que cela donnerait comme gâchis.

Mon chef a poursuivi:

Les victimes de la politique libérale actuelle, ce sont d'abord les entreprises et les travailleurs du Canada. Et comme les sociétés énergétiques canadiennes en question sont tellement novatrices comme elles réussissent si bien, quand M. Lalonde les chasse il prive l'industrie énergétique canadienne de ses meilleurs éléments. C'est pour les sociétés canadiennes une sorte de récompense négative à l'excellence: quand vous faites vos preuves, Marc Lalonde vous fait partir.

Ni le ministre des Finances ni le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources n'ont fait mine de vouloir revenir sur cette politique qui a des effets si dévastateurs. Peut-être nous feront-ils simplement languir. J'espère en tout cas qu'ils réexamineront les dispositions du budget, du bill C-54 et de la politique énergétique parce qu'elles ont des effets vraiment dévastateurs sur le pays.

Espérons, prions qu'ils feront marche arrière prochainement.

M. Gordon Towers (Red Deer): Madame le Président, j'aimerais, à ce moment-ci, attirer l'attention de la Chambre sur quelques points. Je suis heureux de constater que le leader du gouvernement à la Chambre est ici et qu'il entendra ce que j'ai à dire.

D'abord, le gouvernement devrait s'apercevoir qu'il nous mène au désastre. C'est dommage, car les années 80 auraient pu être extraordinaires pour le Canada. Au seuil de cette nouvelle décennie, néanmoins, il semble que le Canada se prépare des années bien difficiles. Il n'est pas nécessaire qu'il en soit ainsi, mais c'est ce vers quoi le gouvernement actuel nous conduit.

Je remarque que le bill C-54 comporte 224 pages. Je me demande si le gouvernement se rend compte de ce qu'il fait quand il exige que ses propres comptables préparent les formules d'impôt sur le revenu pour tous les contribuables. C'est une décision de plus en plus coûteuse pour les contribuables canadiens au fil des ans. Personne ne semble s'y être arrêté, mais il ne fait aucun doute que lorsque le bill C-54 deviendra loi, ce qui n'est qu'une question de temps, vu la majorité ministérielle, les fonctionnaires du ministère devront se rendre partout au Canada afin de rencontrer les comptables dans les différents bureaux où l'on remplit les formules d'impôt sur le revenu des Canadiens. Je me demande si quelqu'un a même évalué ce qu'il en coûtera, tout d'abord pour dépêcher des fonctionnaires chargés d'expliquer aux comptables la portée du bill C-54. Certes, nombreux sont les comptables canadiens qui partagent mon avis quand j'affirme que les fonctionnaires envoyés par le ministère ne sont pas toujours très au fait de ce que la loi veut dire ou exige.

● (1630)

Autre difficulté, les complications qui découlent de transactions entre personnes sans lien de dépendance. Vous n'êtes pas sans savoir, monsieur l'Orateur, que ce sont des situations qui prêtent à controverse, qu'il est parfois difficile d'établir ce qui est correct, ce qui ne l'est pas et à quoi on doit s'attendre. Cela pose des problèmes aux comptables ainsi qu'à nos concitoyens

Impôt sur le revenu—Loi

qui se trouvent pris dans cette situation. Je préférerais qu'on adopte un système plus simple.

On pourrait certainement trouver le moyen d'adopter une formule d'imposition beaucoup moins complexe pour que les sociétés relativement importantes ne soient pas obligées d'avoir une personne à plein temps pour se tenir au courant des changements à la législation fiscale adoptés par le gouvernement. Je suis sûr que ce sera encore le cas avec l'adoption du bill C-54. Il ne faut pas perdre de vue combien il en coûte aux particuliers qui doivent s'en remettre aux conseils que les fonctionnaires du ministère chargés de les renseigner sur leurs impôts.

Je dois rappeler au gouvernement que certains pays se sont détruits à cause de leur politique fiscale. Il suffit de regarder dans l'histoire mondiale, ce qui est arrivé aux pays qui ont écrasé leurs contribuables sous les impôts. Je pense que c'est ce qui arrive au Canada aujourd'hui. J'espère que le ministre se rend compte du fait que nos concitoyens sont prêts à se révolter si on leur impose un fardeau fiscal supplémentaire. Nous assistons à cela tous les jours en cas de faillite, phénomène de plus en plus fréquent, ou en cas de licenciement, comme cela se produit actuellement.

Nous connaissons actuellement le taux de chômage le plus élevé jamais enregistré au Canada. Qu'est-ce que cela veut dire? Cela veut dire que la récession frappera en 1982. Les gens paieront certainement leurs impôts cette année car l'année 1980 a été passablement bonne, mais l'année 1981 ne promet pas de l'être autant et il y aura donc de nombreux remboursements à faire à la fin de cette année. C'est alors que la récession frappera. C'est aussi à peu près à ce moment-là que nous devons faire face à la triste réalité du déclin de notre production pétrolière et qu'il nous faudra consacrer une proportion de plus en plus considérable de nos recettes fiscales pour financer les subventions à l'importation. Dieu sait que ces subventions sont déjà trop élevées à l'heure actuelle, mais sous le régime actuel, elles augmenteront encore davantage.

Des gens de notre région nous téléphonent assez régulièrement. J'ai reçu, entre autres, un appel du directeur d'une entreprise de soudage qui avait 40 soudeurs à son emploi. Combien en emploie-t-elle maintenant? Seulement onze. Cela veut dire que 29 soudeurs ne paieront pas d'impôt, ou s'ils en paient, ils en paieront bien peu en 1982. C'est la même chose à tous les égards. Ces soudeurs n'achèteront pas l'auto, le camion ou les vêtements qu'ils auraient normalement achetés. Cela fera bouler de neige jusque dans les provinces centrales. Comme l'ont fait remarquer mes collègues, sur les 7 milliards de dollars qui seront dépensés pour la transformation des sables bitumineux en Alberta, 4 ou 5 milliards reviendront en Ontario. Nous n'avons pas encore ressenti tous les effets mais nous commençons à les ressentir en Alberta. Comme je l'ai déjà dit, les gens n'ont plus autant de travail. C'est dans plusieurs mois que l'ensemble de ces effets se feront sentir.

Cela me fend le cœur de voir un ministre du cabinet, un Canadien, notre ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde) induire en erreur la Chambre—et je ne dirai pas qu'il le fait délibérément car je sais que ce ne serait pas conforme à nos usages parlementaires—sur ce qui est en train de se passer au Canada. Quand il nous affirme que le nombre de puits actuellement en forage est comparable à celui de l'année passée, ne se rend-il pas compte que ces sociétés, ces